

Marc Angenot

«L'éducation dans le collectivisme futur», in JOSIANE BOULAD-AYOUB, dir. *Former un nouveau Peuple? Pouvoir, Éducation, Révolution*. Préface de Michel Vovelle. Québec: Presses de l'Université Laval & Paris: L'Harmattan, 1996. pp. 87-96.

L'Éducation dans le collectivisme futur

Je vais examiner dans ces quelques pages la manière dont les doctrinaires et militants socialistes de la Deuxième Internationale se sont représenté ce que deviendrait l'éducation dans la société collectiviste qui allait sortir de l'imminente révolution prolétarienne.

Mes analyses ne forment qu'un secteur d'une réflexion d'ensemble sur le socialisme comme projet et programmation de l'histoire. Ce pourrait être une question très simple et, selon le cas, naïve ou passablement retorse: «Qu'est-ce donc que ça aurait dû être, le socialisme?» On pourrait ajouter: «...si tout avait bien marché». La question est naïve et floue, on peut cependant lui donner une certaine consistance qui donne prise à la critique historique: que devait être le «socialisme» dans les programmes des partis ouvriers, dans les écrits des leaders, des doctrinaires, des propagandistes et publicistes reconnus du mouvement socialiste avant la Révolution bolchevik, avant que des régimes qui se réclamaient du socialisme, de la révolution sociale ne s'établissent, figurant pour les uns l'humanité en marche vers son émancipation et n'apparaissant bientôt à d'autres que comme des États oligarchiques, esclavagistes, totalitaires, caricatures sanglantes du «véritable» socialisme? L'attente d'une instauration du socialisme a mobilisé pendant plus d'un siècle l'enthousiasme, le dévouement, la réflexion de milliers d'humains, fût-ce au déni de la réalité. L'effondrement des États «communistes» comme la panne et l'engorgement des dynamiques de réforme «social-démocrates» dans la conjoncture présente, l'épuisement de ce que le 19^e siècle avait idéalisé comme le Progrès, loin d'inviter à se détourner avec soulagement ou lassitude de cette longue histoire du «socialisme» impose au contraire à l'intellectuel de poser toutes les questions — particulièrement celles qui pour diverses raisons ont paru jusqu'ici inopportunes.

J'ai étudié dans un livre qui vient de paraître, *L'Utopie collectiviste* (PUF, 1994), comment en Europe occidentale, entre 1889 (date de la reconstitution de l'Internationale) et 1917, le mouvement ouvrier socialiste, ses idéologues reconnus et ses militants se sont représenté la société qui devait sortir de la révolution sociale. Comment cette société — qu'en français on nommait d'ordinaire le «collectivisme» — allait résoudre pour le bien et la justice tous les problèmes économiques et sociaux. A partir de quelles informations et de quels raisonnements, la doctrine socialiste s'est donné un «tableau» général du fonctionnement du collectivisme et a-t-elle conclu au caractère à la fois opportun, cohérent, bénéfique et réalisable des mesures énoncées dans les programmes «révolutionnaires» Comment enfin cette image de la société de l'avenir (un avenir jugé imminent) s'articulait à la critique du mode de production capitaliste et de l'ordre bourgeois.

Le socialisme des années 1889-1917, dans l'étape classique, peut-on dire, de son histoire, a abondamment produit des tableaux détaillés, des programmes fouillés de ce que deviendrait la société au lendemain de la révolution prolétarienne. Ces tableaux, d'une part, apparaissent dans le contexte de la propagande courante qui accompagne les luttes sociales, dans les éditoriaux et dans les brochures des partis. On ne peut vouer aux gémonies les horreurs du capitalisme, on ne peut montrer ce régime comme la cause de la misère, de l'alcoolisme, de

la prostitution sans dire pourquoi et comment la révolution viendra naturellement à bout de ces fléaux. On rencontre donc, d'une part, d'innombrables esquisses partielles dispersées, en contraste avec la peinture de l'oppression bourgeoise; on a d'autre part un grand nombre d'ouvrages — brochures ou gros volumes — qui se présentent exclusivement comme des tableaux raisonnés du collectivisme futur. Ces écrits, mi-conjectures mi-programmes, ont abondé en Europe entre 1889 et 1914. J'en relève quelque quatre-vingts pour la France seule et je travaillerai également sur les «tableaux» des doctrinaires allemands, belges et hollandais au cours de la même période. Ces écrits sont partie prenante du «socialisme scientifique» tel que le concevait l'Internationale. A de rares exceptions près ce ne sont pas des oeuvres romancées, fût-ce superficiellement, mais des textes de théorie et d'endoctrinement, pleins d'arguments, de citations d'autorités et de chiffres. Si leurs auteurs avaient lu et parfois emprunté à Edward Bellamy ou à William Morris, ils ont effacé toute trace de «littérature». Ces écrits enfin ne furent pas l'oeuvre d'hommes de lettres socialisants. Ils furent l'oeuvre de doctrinaires et de militants. Tous les grands leaders du socialisme européen, de Bebel et Liebknecht à Karl Kautsky, de Guesde à Jaurès, à Émile Vandervelde ont publié plusieurs ouvrages qui relèvent du genre «tableau du collectivisme». La plupart des «intellectuels de parti», des idéologues reconnus, d'origine bourgeoise en majorité, qui se sont mis au «service du prolétariat» et qui ont reçu l'estampille éditoriale des divers partis ouvriers, puis en France du parti unifié SFIO, ont un jour rédigé une brochure, un livre qui narrait sous tous ses aspects le fonctionnement de cet «État du travail» où la «socialisation des moyens de production» allait instaurer la richesse collective et la justice.

L'Éducation dans l'avenir collectiviste

L'éducation sera une institution essentielle d'une société qui, ayant supprimé la misère, voudra supprimer l'ignorance qui allait de pair avec elle, «anéantir la paupérisme moral», comme le formulait Colins de Ham. Les socialistes ont retenu la maxime de Rousseau: «on façonne les plantes par la culture et les hommes par l'éducation». L'école collectiviste doit servir à effacer les anciennes différences de classe et de culture, elle doit donner à tous le même point de départ. La science, démocratique par essence, est le grand moyen d'assurer cette égalité. Dernier axiome, mais non le moindre: l'enfant n'appartient pas à ses parents, mais à la nation, à la société, c'est-à-dire, pour les collectivistes, à l'État dont le premier devoir est d'assurer l'émancipation des jeunes esprits par une instruction égalitaire. Marx, comme tous les autres doctrinaires socialistes, avait posé comme principe cette éducation sociale, «publique et gratuite» de tous les enfants.¹ La famille, les parents n'ont aucun droit éducatif sur leur progéniture. Il faut «arracher aux classes riches le monopole de l'éducation»² et arracher les enfants ci-devant pauvres au milieu inculte, ignorant, alcoolique peut-être, en assurant cette égalité du point de départ, précondition de toute la dynamique égalitaire. Cette éducation collective avait été prônée par tous les utopistes des XVIIIe et XIXe siècles qui arrachaient l'enfant très jeune, à cinq ans chez Morelly, à deux ans chez Colins à son milieu familial pour confier son instruction à la Tribu. «Le droit des parents sur le cerveau de l'enfant» est déclaré tyrannique et arbitraire. Le droit de l'État de procurer une éducation nationale est au contraire tenu pour indiscutable, à partir du moment où [les enfants] peuvent être enlevés aux soins maternels.³ La justice, la civilisation font un devoir à la collectivité d'aviser au plus tôt à l'éducation, à l'instruction, à l'entretien de tous les enfants afin de les arracher à la mort physique et à la mort morale, proclamait le programme du Parti ouvrier français en 1879. La collectivité, c'est ici comme toujours l'État qui exige le monopole de l'enseignement public comme le monopole de la production, celui-là étant d'ailleurs un facteur du développement bien planifié de celle-ci.⁴

L'éducation sera évidemment, gratuite. Mieux, l'État se chargera de l'entretien comme de

l'instruction de la jeunesse jusqu'à l'âge d'entrer dans une profession. Les jeunes gens seront exemptés du devoir de travail jusqu'à la fin de leurs études. Le budget de l'éducation sera énorme, il exigera «presque le double du budget actuel de la guerre», calcule Kautsky.⁵ Élevé et instruit par la Société, l'enfant ne sera plus à la charge de ses parents avec lesquels il ne devra plus entretenir que des «liens affectueux».⁶ On peut noter que la formule n'est pas précise: l'enfant «mis à charge de la Société», cela ne veut pas nécessairement dire élevé collectivement, loin de sa famille; la vision d'une société qui multiplie les crèches publiques, qui fournit à l'école «l'alimentation et l'entretien» peut ou non tolérer que l'enfant demeure au foyer maternel.⁷

Cette thèse de l'éducation intégrale par l'État, évidente pour les socialistes, faisait se récrier les anarchistes. Jean Grave tonne contre «l'Etat professeur» et l'éducation autoritaire⁸; les anars y opposent, en une formule neuve, les «droits de l'enfant», ils redoutent dans l'enseignement public centralisé une nouvelle machine à «fausser le jugement de l'homme». Supprimons plutôt l'école ou mieux agrandissons-la pour «faire de la société même un immense organisme d'enseignement mutuel où tous seraient à la fois élèves et professeurs».⁹ Sophismes, absurdités, disaient les collectivistes à ces propos dans leur éternel dialogue de sourds avec les socialistes libertaires.

Le monopole de l'État n'est jamais, dans la logique argumentative du collectivisme, posé comme une fin, mais comme le seul moyen efficace d'aboutir à l'émancipation des hommes et à la justice égalitaire. Créer un citoyen socialiste, c'est le prendre dès le plus bas âge, «avant qu'[il ait] contracté de mauvaises habitudes», et donner à tous «les mêmes soins, la même nourriture, la même instruction».¹⁰

Permettre à tous de s'épanouir, assurer à tous les mêmes avantages et, sortant d'une société d'inégalités, niveler les classes en instruisant également tous les enfants, telle est la fin poursuivie. On verra dans un instant que le domaine de l'éducation est pourtant celui où cette égalité est la moins concevable, car tout le dispositif d'enseignement, du fait même qu'il «n'établit aucune distinction entre les enfants» va devoir distinguer en eux les «aptitudes» et repérer «les plus capables» qui seront «admis dans les écoles d'un rang plus élevé».¹¹ Parce que l'égalitarisme même prétend permettre à tous de «développer leurs facultés» mais que ces facultés sont tenues pour naturellement inégales, l'école sera un dispositif de sélection en même temps qu'elle cherchera à donner la même éducation intégrale sans acception de privilèges. Certains utopistes comme Cabet voulaient donner une éducation identique à tous les jeunes Icariens jusqu'à 18 ans, combinant en tout cas instruction générale commune et instruction spéciale convenable à leurs futures professions.¹² Une telle aporie traverse toutes les spéculations sur l'éducation collectiviste.

Égalitaire, l'enseignement sera nécessairement co-éducatif. Dès la fin du 19^e siècle, Sébastien Faure et d'autres avaient milité pour la «coéducation des sexes».¹³ Contre l'«hypocrite séparation des sexes» dans la société bourgeoise, les socialistes prônent une coéducation dont ils admirent l'exemple aux États-Unis (société guère moins bourgeoise cependant). Du reste, un retour des opinions bourgeoises peut se constater dans la doctrine. Égalitariste et féministe, on peut cependant réserver aux jeunes filles «un stage dans les collèges spéciaux où seraient enseignés les métiers féminins»: on ne se débarrasse pas aisément des préjugés hégémoniques.¹⁴

L'éducation, gratuite, obligatoire, ouverte à tous, sera prolongée. Dès l'âge de 4 ou 5 ans, l'enfant fréquente les écoles.¹⁵ Il y reste jusqu'à l'âge où il est pleinement en état de gagner sa vie par le travail et de restituer à la société, par sa contribution à la production, les bienfaits

qu'elle lui a prodigués en l'éduquant. L'obligation est fixée selon les cas jusqu'à l'âge de 18 ans¹⁶, selon d'autres jusqu'à 20 ans (après quoi le jeune adulte doit à la société un «stage triennal»), ou jusqu'à 21 ans.¹⁷

L'égalité, nous l'avons dit, n'est et ne peut être qu'une égalité de «point de départ». Des socialistes archaïques allaient jusqu'à condamner toute éducation supérieure comme facteur d'inégalités renouvelées (voir Sylvain Maréchal). Les collectivistes ne peuvent que rejeter cet égalitarisme-là. Le socialisme ne songe pas à ramener le monde à une sorte d'état pastoral et primitif; les progrès scientifiques et techniques exigeront au contraire un «très grand nombre de spécialistes» et c'est l'école qui devra les sélectionner et les spécialiser.¹⁸ Dans notre système discursif, égalité veut dire sélection, non plus celle des privilégiés de la fortune, mais celle des plus intelligents, «désignés par voie de concours».¹⁹ «Instruction pour tous», mais modulée «selon les capacités intellectuelles de chacun».²⁰ On suppose que cette sélection des aptitudes ne produira aucun privilège puisqu'elle sera juste (d'une justice scolaire), qu'elle ne résultera pas d'un handicap au «point de départ», qu'elle ne mettra en lumière que des «dons naturels» inégaux et qu'elle aidera les futurs citoyens à découvrir leurs «aptitudes». L'école collectiviste, par souci de justice, sera donc une école de concours à jet continu. On répète que ces concours «dégageront» la vraie valeur de chaque candidat.²¹ Celui-ci «constatera» ses dons. L'institution se bornera à «enregistrer» des dons dont il est juste qu'elle fasse tout, ensuite, pour les épanouir.

Dans la pratique, on propose un identique enseignement primaire, parfois prolongé jusqu'à 15 ou 16 ans. Alors, des concours seront ouverts pour reconnaître les plus intelligents qui passeront dans les lycées, dont l'élite, à son tour, aura accès à l'université.²² Il faudra multiplier ces concours, pour bien s'assurer que de bons éléments n'auront pas été écartés.²³ Avec toutes ces mesures, la sélection aura été juste: «nulle avance au départ, nulles complacités pendant la course, nulle surprise à l'arrivée».²⁴

D'autres considérations n'entreront-elles pas dans cette sélection idéale des plus aptes? On peut lire entre les lignes, comme il faut souvent le faire ici: dans une société planifiée, où toutes les branches des industries humaines doivent être pourvues, l'État éducateur qui est aussi un État producteur saura d'avance le nombre de savants, de techniciens dont il aura besoin et il sera rationnel encore qu'il fixe des quotas dans le classement des plus aptes et des mieux doués. Ce n'est pas seulement de sélection mais de subordination de la sélection aux besoins de la production fixés par la toute puissante statistique qu'il faut parler.

La Fédération [syndicale] fixera le nombre d'élèves professionnels dont son industrie a besoin chaque année; elle se basera pour cela sur les statistiques.²⁵

Un autre correctif est cependant introduit qui fait revenir le fléau de la balance du côté de l'égalité des chances: l'«éducation permanente», «les classes d'adultes» permettront aux travailleurs de n'être jamais écartés de l'acquisition du savoir²⁶ et de la possibilité de changer de rang dans une hiérarchie des prestiges sociaux (qui n'est jamais avouée) et des salaires ou ci-devant salaires (puisque la plupart des socialistes ont renoncé à l'idée de rémunération strictement égalitaire).

Cette école juste et ouverte à chacun selon ses capacités, quelles fins vise-t-elle, quelles transformations des programmes et des méthodes attend-on? Engels avait daubé sur Herr Dühring qui ne pouvait concevoir selon lui pour les générations futures qu'un «bahut prussien perfectionné»²⁷. Les formules innovatrices en ce domaine ne brillent pourtant ni par la précision ni par la profondeur. Ce sont des formules, en effet: former «une jeunesse saine et

forte», «des cerveaux forts et droits», renoncer aux «méthodes surannées», et aux «sujets vieillis» dont on ne précise guère la nature,²⁸ concevoir un enseignement pratique, plus «proche de la vie», «vivant»,²⁹ apte à «provoquer l'éveil des jeunes intelligences» par l'expérience et l'observation. A part l'élimination de l'instruction religieuse qui fait l'unanimité,³⁰ on ne voit apparaître que des lambeaux d'idées réformistes. Il y a les adversaires des langues anciennes (mais Engels tenait à cet enseignement «qui ouvre au moins aux hommes qui ont reçu l'éducation classique, un horizon commun élargi».³¹) Il y a les partisans de l'«orthographe simplifiée» qui démocratisera l'enseignement du français.³²

Une formule seule rallie tout le monde, mais elle est obscure, celle de l'«éducation intégrale». On entend par là une éducation à la fois manuelle et intellectuelle, théorique et pratique, scientifique et industrielle, qui dans sa polyvalence doit assurer le «développement intégral de l'enfant». Tout enfant, selon Bebel, connaîtra à la fois un métier manuel et une science plus abstraite. L'enseignement sera mixte et cela empêchera que ne se recrée l'ancienne division du travail. L'élève saura faucher, faire de la menuiserie en même temps qu'il apprendra les langues, l'histoire, les sciences.³³ Il y a certes un potentiel d'idées pédagogiques dans cette formule qui a séduit tous les réformateurs au tournant du siècle et qui remonte du reste à Fourier et à Proudhon. Mais cette éducation intégrale contredit directement la logique de sélection et de spécialisation prônée ailleurs et bien souvent dans les mêmes pages. Un esprit productiviste et autoritaire comme Anton Menger rejetait du revers de la main ces idées d'éducation manuelle et intellectuelle combinées: ce n'était que «chimères».³⁴

Ainsi, la conjecture collectiviste se met d'accord, en n'approfondissant pas beaucoup le débat, sur une contre-proposition pédagogique et éducative qui doit servir d'assise à une société juste, préparer l'enfant à en être un citoyen épanoui, le débarrasser des vieux «atavismes» qui sommeilleront encore longtemps, mais qui doit aussi procurer à cette société les compétences et les talents nécessaires à son progrès indéfini. Face à l'omnipotence de l'État chargé d'administrer tout cela, les socialistes envisagent in extremis des correctifs démocratiques. L'enseignement universitaire ne déterminera pas en vase clos les disciplines légitimes et les programmes:

Dès qu'un certain nombre de personnes (nombre qui serait fixé par la loi) réclamerait l'enseignement de telle doctrine leur tenant à cœur, une chaire serait créée.³⁵

É. Tarbouriech veut que les universités soient «plus ou moins autonomes» et il permet à des associations de créer des cours et conférences, de concurrencer ainsi le monopole d'État.³⁶ Comme toujours, l'omnipotence d'État est facile à concevoir et son rôle d'instrument de justice semble la justifier; l'initiative du public y est ensuite adjointe comme correctif et moyen de contrôle: le suffrage universel décidera donc des doctrines à enseigner! Principal moyen pour faire disparaître les différences de classes, l'éducation collectiviste sélectionne inévitablement en laissant dans l'ombre les privilèges sociaux qui résulteraient de cette sélection. Le savoir est conçu comme propriété collective et indivise, mais il demeure ce qui, par son acquisition inégale, divise le plus. Refusant le «nivellement par le bas» que bien injustement leur reprochait les journalistes réactionnaires, les socialistes consentent à développer aussi parfaitement que possible les inégalité naturelles. Un manoeuvre-balais ne pourra reprocher à la société de ne lui avoir pas permis de devenir un Watt ou un Ampère. D'ailleurs, tous les métiers se vaudront ayant la même «utilité sociale» aux yeux de la collectivité. Ce verbalisme consolateur permet de ne pas approfondir l'aporie qui crée de justes inégalités et en fait garantir la légitimité par l'État sélectionneur.

Notes

1. Marx, 1963 (=1848), 178, 182.
2. Kautsky, 1903, 208.
3. Engels, 1920 (=1847), 25.
4. X., 1898, 600. Voir Deslinières, 1899, 340; sur la suppression des écoles privées, voir Brissac, 1895, 51.
5. Kautsky, 1903, 209. voir Deslinières, 1899, 130, 306; Tarbouriech, 1902, 87; Laby, 1920, 21.
6. Arcès-Sacré, s.d., II, 35.
7. Menger, 1904, 195.
8. Chapitre «L'Éducation» in Grave, 1899.
9. Reclus, 1898, 63.
10. Bajou, 1895, 20.
11. Deslinières, 1899, 341.
12. Cabet, *Voyage en Icarie*, 1842, 105.
13. Voir Renard, 1904, 98; Bajou, 1895, 20; *Inévitable*, 1903, 241; Quantin, 1913, 141.
14. Pouget, 1909, 230.
15. Heberlin-Darcy, 1908, 66.
16. Hervé, 1909, II, 5.
17. Heberlin-Darcy, 1908, 25-27 et Brissac, 1895, 23.
18. Menger, 1904, 92.
19. Deslinières, 1919, 41.
20. Hamon, in *Semence socialiste*, 1 (1907), 26; voir Deloire, 1897, 187.
21. Renard, 1904, 146.
22. Naquet, 1869, 300; idem, X. 1898, 207.
23. Deslinières, 1899, 130.
24. Quantin, 1913, 147. Voir aussi Tarbouriech, 1902, 327, et Sixte-Quenin, 1913, 76.
25. Bourgeois, 1922, 16.
26. X., 1898, 208; voir Tarbouriech, 1902, 338 et Sixte-Quenin, 1913, 71.
27. Engels, *Anti-Dühring*, 358.
28. Bebel, Trad. 1891, 306.
29. Pouget, 1909, 228.
30. Voir p. ex. Menger, 1904, 37.
31. Engels, op. cit., 357.
32. Heberlin-Darcy, 1908, 66.
33. Voir César de Paepe, 1895, 54; X., 1898, 601; Vandervelde, 1900, passim.
34. Menger, 1904, 92.
35. Renard, 1904, 95.
36. Tarbouriech, 1910, 313.